

**Organisation du Dialogue et de l'Intelligence Sociale  
dans la Société Et l'Entreprise**



*Cycle de rencontres  
« Le développement en débat »*

## **EXPERIENCES DU SUD ET DU NORD : Quelles leçons pour l'éducation ?**

*12 novembre 2012*

*La Bellevilloise*

### **SYNTHESE DES DEBATS**

**Avec le soutien de l'Agence Française de Développement**



Près de 100 personnes se sont réunies le 12 novembre 2012 à la Bellevilloise, à l'initiative de l'Odissée et de l'AFD, pour débattre autour du thème « *Expériences du Sud et du Nord : Quelles leçons pour l'éducation ?* ». Les débats ont été introduits par trois grands témoins :

- Jean-Christophe Maurin, responsable de la Division Education et Formation professionnelle de l'AFD,
- Mahfou Diouf, responsable de la mission Education France de l'association Aide et Action,
- Aurore Brachet, responsable du service des politiques éducatives au sein de la Direction de l'enfance et de l'éducation de la Mairie d'Argenteuil.

Ce document présente la synthèse des deux heures de débat.

## SOMMAIRE

I.	L'approche Sud-Nord : diversité des contextes, transversalité des enjeux.....	3
1.	L'accès à l'éducation.....	3
2.	La réussite scolaire .....	4
3.	La préparation de l'insertion professionnelle .....	4
4.	Le développement de la citoyenneté et du « savoir vivre ensemble » .....	5
5.	Les clés d'un épanouissement personnel .....	5
II.	Les bonnes pratiques en matière d'éducation.....	6
1.	Logiques partenariales : faire travailler tous les acteurs ensemble.....	6
2.	Dynamiser la société civile et encourager les initiatives citoyennes.....	7
3.	Méthodologies éducatives : construire une pédagogie de l'épanouissement.....	8
	Conclusion.....	9

# SYNTHESE DES DEBATS

---

## I. L'approche Sud-Nord : diversité des contextes, transversalité des enjeux

Le premier enjeu évoqué lorsque l'on aborde ce sujet est celui de l'accès à l'éducation pour tous. En effet, si l'école est gratuite et obligatoire en France, comme dans de nombreux pays développés, tous les enfants du monde ne vont pas à l'école. L'enjeu prioritaire en matière d'éducation est donc souvent celui de l'accès à l'éducation pour tous dans de nombreux pays du Sud.

Cependant, être scolarisé n'est pas une condition suffisante pour répondre aux défis de l'éducation : au-delà de la présence des enfants à l'école, il est nécessaire de s'assurer que les conditions soient réunies pour les aider à réussir leur parcours scolaire, poursuivre des études s'ils le souhaitent, et à terme s'insérer dans le monde professionnel et de façon plus globale dans la société.

### 1. L'accès à l'éducation

Dans le cadre des Objectifs du Millénaire, l'Organisation des Nations Unies s'est fixé comme objectif l'accès à l'éducation primaire pour tous d'ici 2015 : riches et pauvres, filles et garçons, handicapés et valides habitant dans les pays du Sud ou du Nord. Cet objectif vise bien sûr en priorité les pays du Sud, les pays développés l'ayant déjà globalement atteint depuis longtemps. Selon l'UNESCO, 60 millions d'enfants dans le monde ne sont pas scolarisés. Le rythme des inscriptions dans le cycle primaire a même tendance à ralentir, avec une augmentation d'à peine 2% de 2004 à 2009.<sup>1</sup>

L'exemple du Burkina Faso, présenté lors du forum par Jean-Christophe Maurin, est représentatif de la situation de l'éducation en Afrique subsaharienne. Avec 3 millions d'enfants non scolarisés (60% de la population à moins de 25 ans), une forte croissance démographique (6 enfants par femme en moyenne, un demi-million d'habitants de plus par an) et un faible taux d'alphabétisation (2/3 d'analphabètes), ce pays est un défi pour la communauté internationale en matière de formation. Depuis 10 ans, l'Etat du Burkina Faso et les bailleurs internationaux ont coordonné et concentré leurs appuis en faveur de l'éducation. L'effort budgétaire consenti par les pouvoirs publics a augmenté de plus de 6% en 10 ans pour atteindre 15% du budget de l'Etat (un milliard d'euros). Les bailleurs contribuent ensemble aux dépenses publiques à hauteur de 10% en moyenne (100 millions d'euros par an). Ces dépenses financent les constructions d'écoles, la formation des enseignants et le développement des capacités des administrations<sup>2</sup>. Ces efforts ont permis de doubler le taux d'accès à l'école en 10 ans - il est passé de 40% à 80% pour les enfants de 6 à 12 ans.

Mais la scolarisation n'est qu'une première étape, qui ne garantit ni la réussite scolaire ni l'achèvement des parcours éducatifs. Au Gabon par exemple, la scolarisation est obligatoire pour tous les enfants de 6 à 16 ans, mais malgré un taux d'inscription à l'école primaire de près de 90%, le taux de redoublement est un des plus élevés du monde (34% en moyenne au primaire)<sup>3</sup>. Au Burkina Faso, où le taux de scolarisation en primaire est de 78%, seuls 48% des enfants achèvent leur scolarité dans le primaire.<sup>4</sup>

Au-delà de la question de la scolarisation pour tous, se pose donc aussi la question des moyens à mettre en place pour développer la réussite scolaire.

---

<sup>1</sup> ONU - <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/education.shtml>

<sup>2</sup> Rapport mondial de suivi 2012 sur l'Education Pour Tous, page 22 – UNESCO - <http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002180/218015f.pdf>

<sup>3</sup> Rapport mondial de suivi 2012 sur l'Education Pour Tous, page 420 – UNESCO - <http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002180/218015f.pdf>

<sup>4</sup> Données Banque mondiale

## 2. La réussite scolaire

Bien que les contextes soient différents, l'échec scolaire représente un enjeu commun aux pays du Nord et du Sud. Les constats et réflexions réalisés dans les pays en développement peuvent de ce fait apporter un éclairage intéressant sur les difficultés rencontrées dans les pays développés.

Les analyses des causes de l'échec scolaire sont diverses et parfois contradictoires. Si l'investissement des familles dans la vie scolaire des enfants est de l'avis général un déterminant important de la réussite à l'école, la nature de cet investissement est évaluée de façon différente selon les points de vue. Ainsi, pour certains, les parents n'ayant pas eu accès à l'éducation pourraient éprouver des difficultés à accompagner leurs enfants dans leurs parcours scolaires. Cette explication est d'ailleurs souvent utilisée, dans les pays du Nord, pour les cas d'échec scolaire des enfants de familles immigrées, dont les parents ne maîtrisent pas la langue du pays d'accueil. Pourtant, dans les pays du Sud où l'éducation n'est pas accessible à tous, et où beaucoup de parents ne savent ni lire ni écrire, et ne peuvent donc pas aider leurs enfants à faire leurs exercices à la maison, les acteurs de terrain témoignent que les enfants issus de familles illettrées réussissent tout aussi bien que les autres à l'école. Pour eux, comme pour les acteurs travaillant sur les thématiques d'éducation dans les pays du Nord, le rôle des parents doit surtout être d'encourager les enfants à se mettre dans une démarche de travail à la maison et non d'intervenir en tant qu'aide aux devoirs. Les parents peuvent ainsi être très investis dans l'accompagnement de leur enfant, sans pour autant maîtriser les savoirs scolaires.

A l'inverse, certains présentent au contraire la trop forte présence des parents dans l'accompagnement scolaire comme un élément perturbateur qui peut avoir des conséquences négatives sur la réussite scolaire. La pression des parents pourrait, par exemple, empêcher les élèves de faire eux-mêmes leur choix d'orientation selon leurs domaines de prédilection, contraints par les volontés parentales. Une étude menée au Burkina Fasso montre ainsi qu'il y a plus d'échec scolaire dans les familles aisées. Les enfants de familles modestes étant davantage maîtres de leur orientation, ils s'impliquent davantage dans la réussite des études qu'ils ont eux-mêmes choisies.

Tout comme le précédent, ce constat n'est spécifique ni aux pays du Sud ni aux pays du Nord, il pose de façon transversale la question du rôle de la famille dans la vie scolaire de l'enfant. Mais les familles ne sont pas le seul paramètre de la réussite ou de l'échec scolaire : la réussite scolaire est une responsabilité partagée entre l'enfant, la famille, les institutions et la société dans son ensemble.

## 3. La préparation de l'insertion professionnelle

Si les politiques d'éducation et de formations ont souvent pour objectif principal de permettre aux jeunes de s'insérer rapidement dans le monde professionnel, la réussite de l'insertion professionnelle est liée à d'autres dimensions, notamment celle du développement économique du territoire. Au-delà de la qualité des compétences et connaissances acquises à l'école, il est en effet nécessaire que le marché de l'emploi soit suffisamment dynamique pour offrir des débouchés à tous les diplômés, ce qui n'est pas toujours le cas.

Or, pour être acceptée comme un passage incontournable pour chaque enfant, l'école doit être perçue par tous les parents comme un vecteur de réussite sociale. Au Brésil par exemple, depuis les années 1980, le système scolaire s'est largement ouvert aux couches les plus défavorisées grâce à une politique d'accès à l'école pour tous<sup>5</sup>. Mais cette politique a mis du temps à obtenir les impacts escomptés en termes d'augmentation de la scolarisation, notamment en Amazonie brésilienne. En effet, dans cette région, la priorité était donnée au travail de la terre, et de nombreux parents ne voyaient pas l'utilité d'envoyer leurs enfants à l'école plutôt que les préparer à reprendre l'exploitation des terres familiales. Dans un milieu où la principale préoccupation était de s'assurer d'avoir le minimum vital, l'école n'apparaissait pas comme prioritaire. Pourtant, petit à petit, à mesure que l'économie brésilienne s'est développée, que le marché de l'emploi s'est accru et que les jeunes passés par l'école ont commencé à trouver du travail, l'école s'est imposée comme une étape indispensable : de fait, l'éducation est devenue une promesse d'avenir pour les enfants et le taux de scolarisation a augmenté.

---

<sup>5</sup> Christophe Brochier, « Que transmet l'école publique au Brésil ? », *Temporalités*, 6/7 | 2007

On observe le même phénomène dans les pays développés : la capacité d'insertion professionnelle à l'issue des études est un gage de crédibilité, ou à défaut de dévalorisation, de l'école. Ainsi, dans les pays qui connaissent un fort taux de chômage, le cursus scolaire a tendance à être dévalorisé. Les jeunes peuvent être découragés à s'impliquer à l'école ou à s'engager dans des études supérieures si leurs parents ou aînés diplômés subissent malgré leurs qualifications un chômage de longue durée. Face à cette situation, une des solutions est de chercher l'adéquation entre les programmes scolaires, les parcours de formations, et les besoins du marché du travail.

Mais il s'agit également de ne pas concevoir et présenter l'école comme un simple outil d'insertion professionnelle, elle est bien plus que cela : elle permet de former des citoyens éclairés, responsables, capables de comprendre leur environnement et de faire des choix tout au long de leur vie en connaissance de cause.

#### **4. Le développement de la citoyenneté et du « savoir vivre ensemble »**

Pour certains, l'objectif principal de l'école est de donner aux jeunes des perspectives d'insertion professionnelle : leur permettre de trouver un travail qui leur apporte une rémunération, pour qu'ils puissent subvenir correctement à leurs besoins de façon autonome. Si l'on s'inscrit dans cette seule logique, il apparaît alors inutile de faire étudier à l'école la littérature ou encore l'histoire, qui ennuient souvent les élèves et ne développent pas de compétences « métier » concrètes, directement utilisables. Et pourtant, les acteurs de terrain impliqués dans l'éducation témoignent de l'importance de cette autre finalité de l'école : former des citoyens, capables de prendre une part active à la vie de leur communauté, et de porter un regard critique sur son fonctionnement.

Dans cette perspective, les élèves devraient être partout encouragés à travailler en lien les uns avec les autres, pour leur donner des habitudes de travail collaboratif et limiter l'essor de logiques individualistes. Les méthodes pédagogiques et travaux qui permettent de construire le savoir-vivre ensemble du collectif devraient être davantage développés : apprendre à respecter l'autre, la diversité, la différence.

Dans une société mondialisée, où les moyens techniques de communication en temps réel accélèrent les rythmes des échanges, l'école devrait également donner aux futurs citoyens des clés pour apprendre à vivre dans le changement et comprendre comment faire évoluer la société.

Enfin, l'école a un rôle clé dans le développement du sentiment d'appartenance à une communauté nationale et de la volonté de contribuer au développement de cette communauté : elle se doit de porter et de transmettre des valeurs partagées, de faire comprendre la nature des racines de l'identité collective, de nourrir la réflexion sur les perspectives d'avenir commun. C'est pourquoi la lecture de textes anciens, l'étude de la poésie, les sorties au théâtre, au musée, etc. se justifient. La diversification des axes d'apprentissage permet de donner du sens aux savoirs transmis à l'école.

#### **5. Les clés d'un épanouissement personnel**

Au-delà de ce rôle civique, l'école se doit également au Nord comme au Sud, d'aider chacun à trouver les clés de son épanouissement.

Pour certains, le système éducatif français ne travaille absolument pas à cet objectif. De fait, de nombreux jeunes ayant suivi, en France, un parcours scolaire « classique », et notamment ceux qui ont poursuivi des études supérieures, choisissent quelques années après avoir intégré le monde du travail de le quitter pour donner du sens à leur vie à travers un engagement dans des actions associatives ou des projets individuels. L'école ne leur aurait pas donné le temps ou l'espace pour réfléchir à ce qu'ils souhaitaient réellement faire. Or c'est en ayant la capacité de découvrir ce que l'on aime et ce que l'on veut que l'on peut développer le maximum de ses capacités dans un domaine. L'école devrait ainsi permettre, dans l'idéal, à chaque élève d'explorer ses propres ressources à la recherche de ce qui l'intéresse, de réfléchir réellement à ce qui est important pour lui, pour ensuite les apporter les moyens de réaliser ce qu'il veut faire.

Scolarisé à 6 ans dans un cadre contraignant, l'enfant peut-il explorer ses intérêts personnels et l'école cherche-t-elle vraiment à éveiller en lui le désir d'apprendre ? Les parcours suivis dans d'autres pays donnent un éclairage sur cette question. En effet beaucoup d'enfants africains scolarisés à environ 10 ans ont disposé de beaucoup plus de temps libre pendant les premières années de leur vie. Cela peut leur avoir permis de faire différentes expériences, d'apprendre à être à l'aise avec eux-mêmes. Ils peuvent de ce fait être plus facilement capables de prendre du recul par la suite sur l'intérêt de ce qu'ils apprennent à l'école, le sens qu'ils souhaitent donner à leur existence et l'orientation qu'ils souhaitent prendre.

En France les élèves éprouvent souvent des difficultés à élaborer leur projet personnel de vie. Dans la tradition des pays Anglo-Saxons, il est fréquent et valorisé pour un jeune de prendre une année sabbatique pour lui à la sortie des études, pour voyager, tester leur potentiel sur une passion (musique, théâtre, ...) ou un projet personnel, s'essayer à des expériences professionnelles non conventionnelles ou s'engager pour des missions d'intérêt général. En France au contraire, toutes les étapes d'un parcours doivent être expliquées et justifiées, et il est très mal vu d'avoir « perdu » un ou deux ans entre la fin de ses études et le début de sa vie professionnelle. La comparaison avec d'autres modèles d'éducation montre qu'ailleurs, il n'est pas mal jugé de prendre le temps de s'interroger sur son avenir ou tout simplement de vivre des expériences hors du cadre conventionnel, pour reprendre ensuite un parcours professionnel plus classique.

## II. Les bonnes pratiques en matière d'éducation

Réussite scolaire, insertion professionnelle, insertion citoyenne et épanouissement des personnes, sont des enjeux transversaux dont les analyses croisées Sud / Nord sont intéressantes : elles conduisent à remettre en question les logiques éducatives de pays développés comme la France sur différents thèmes (rôles des familles, programmes, orientation et choix de formation, etc.). Mais une fois les thèmes de réflexion identifiés, comment procéder à cette remise en question et faire émerger de nouvelles façon de faire ? Quels axes de travail développer pour repenser l'éducation ? Les bonnes pratiques présentées lors des débats apportent des éléments de réponse.

### 1. Logiques partenariales : faire travailler tous les acteurs ensemble

A l'instar de l'action conduite conjointement par la mairie d'Argenteuil et l'association Aide et Action International, les solutions les plus adaptées et efficaces sont souvent celles qui émergent d'un travail en partenariat entre toutes les parties prenantes du territoire concerné. Association française d'aide au développement œuvrant pour l'accès à l'éducation pour tous, Aide et Action est devenue Aide et Action International en 2007, avec l'ambition d'agir sur le thème de l'éducation dans tous les pays. Après des années de construction de partenariats dans des contextes variés au Sud, Aide et Action International travaille désormais à appliquer ses méthodes dans des pays développés comme la France. La mairie d'Argenteuil revendique ce travail avec l'association comme une volonté de faire tomber les clichés puisqu'en matière d'éducation, il existe une communauté d'enjeux, et donc d'axes de solutions, entre le Sud et le Nord.

#### ➤ Coordonner les initiatives locales pour construire une cohérence globale

Dans les pays en développement, quels que soient les objectifs visés, pour être efficace sur un domaine, l'éducation ou un autre, il est nécessaire d'adapter les approches au contexte et de coordonner les initiatives en faisant travailler ensemble les différents acteurs (ONG, bailleurs, acteurs locaux, etc.) afin de construire une stratégie globale cohérente. Cette nécessité de coordination est également nécessaire dans les pays du Nord pour harmoniser les différents dispositifs mis en place sur les territoires. Certains territoires socialement et économiquement fragiles bénéficient en effet de nombreuses initiatives sur lesquelles ils ont peu de visibilité : les actions se croisent, s'opposent parfois, et il est difficile d'évaluer l'efficacité propre de chacune d'entre elles. Seule la coordination des actions à travers des partenariats de long terme permet de renforcer l'efficacité globale des initiatives. Ainsi, Aide et Action s'inspire des pratiques et méthodologies de partenariats développées dans les pays du Sud pour organiser la mobilisation de l'ensemble des acteurs agissant dans le champ de l'éducation sur un même territoire en France, selon une même logique collaborative. De la même façon qu'ils le font dans les pays du Sud, les acteurs d'Aide et Action accompagnent la mise en place de projets éducatifs locaux en France, en encourageant les acteurs à opérer en synergie sur les différents dispositifs, pour assurer leur efficacité.

A Argenteuil, pour opérer cette mise en cohérence des dispositifs et faire travailler les différents acteurs dans la complémentarité et non dans la concurrence, l'association et la municipalité les intègrent dans la démarche de façon progressive en construisant une interconnaissance à travers des rencontres partenariales, en respectant des phases d'intégration pour les élus, des phases d'appropriation pour les services de la ville, etc. L'accompagnement de la mairie par l'association permet ainsi d'aider les acteurs à prendre de la distance par rapport à leur contexte et leurs expériences passées, pour pouvoir se mobiliser autour d'un projet commun.

Ces premières étapes sont souvent difficiles car elles sont déstabilisantes pour les parties prenantes et peuvent faire émerger des résistances naturelles au changement : il faut que chacun accepte de remettre en question ses pratiques. Dans des contextes où les acteurs sont parfois en opposition, où règne souvent une forme d'inertie institutionnelle, les démarches partenariales doivent se construire dans un climat de confiance entre les acteurs et s'inscrire dans la durée afin de les faire entrer dans des logiques de conduite du changement.

### ➤ **Co-construire de nouveaux cadres de réflexion**

Pour rendre possible la co-production de solutions avec les différents acteurs impliqués, la méthode présentée par Aide et Action International repose sur l'organisation de la réflexion collective. Il s'agit dans un premier temps de déterminer collectivement quelles sont les problématiques partagées par les parties prenantes et d'organiser sur ces problématiques des débats avec les enseignants, les parents, les élus, les associations, etc. La question posée au collectif est alors : « *Quelle solutions nouvelles pour dépasser les limites rencontrées?* ». A partir du diagnostic et des solutions proposées, il devient possible de définir un plan d'action et un calendrier adapté. L'objectif de la mise en partenariat doit ainsi permettre de pouvoir se projeter dans l'avenir au-delà du calendrier électoral, dans une perspective de long terme.

Le premier bilan du partenariat entre Aide et Action et la Mairie d'Argenteuil est la construction d'un groupe de travail riche de nombreux acteurs, autour de deux thèmes choisis collectivement d'après les enjeux communs : *la lutte contre le décrochage scolaire et le rôle de co-éducateur des parents*. Entre 15 et 20 personnes se réunissent ainsi une fois par mois pour réfléchir à ces deux thèmes.

D'autres pratiques citées vont dans le même sens comme l'organisation de temps de parole et d'échanges plus réguliers entre parents et professionnels de l'éducation ou encore la création de lieux de partage d'expériences entre les familles. Ainsi pour les familles récemment immigrées en France, dont les parents ne comprennent pas les exigences scolaires, un temps d'échange avec les enseignants leur permet de mieux appréhender leur rôle dans l'accompagnement scolaire de leurs enfants. Des logiques de solidarités intra et intercommunautaires peuvent aussi être envisagées autour de l'intégration scolaire, en construisant des ponts entre les familles et l'école mais aussi entre les familles elles-mêmes.

## **2. Dynamiser la société civile et encourager les initiatives citoyennes**

Face aux limites des systèmes éducatifs scolaires, certaines initiatives associatives se proposent d'accompagner les jeunes sortis très tôt de l'école, afin de leur apporter le socle de connaissances indispensables à leur intégration sociale et professionnelle. En France, la plus connue est l'École de la deuxième chance<sup>6</sup>, créée à la fin des années 1990 par Edith Cresson. D'autres actions de ce type ont été menées dans les pays du Sud, sous forme d'écoles non formelles dans la même logique.

Il apparaît toutefois que les pays du Sud font preuve d'une plus grande vitalité dans ce domaine que les pays du Nord, qui se reposent davantage sur les pouvoirs publics. A Haïti par exemple, afin de pallier les défaillances des politiques publiques d'éducation, un nombre considérable d'enfants sont éduqués grâce aux initiatives privées : écoles associatives, crèches tenues par des mères de familles, etc. Les sociétés civiles des pays du Nord sont beaucoup moins dynamiques en raison du rôle centralisateur de l'Etat mais pourrait s'inspirer de cette énergie citoyenne productrice de bien commun. Si les initiatives citoyennes sont moins nécessaires en matière d'accès à l'éducation dans les pays du Nord, elles peuvent apporter beaucoup dans l'accompagnement des enfants, scolarisés ou déscolarisés mais aussi des familles. Le développement d'actions citoyennes dans le champ de l'éducation, en coordination avec les autres acteurs, ne peut qu'améliorer l'efficacité des systèmes éducatifs et leur permettre d'être interpellés sur leurs lacunes et sur des idées de bonnes pratiques à généraliser.

<sup>6</sup> <http://www.fondatione2c.org/srt/e2c/home>

### 3. Méthodologies éducatives : construire une pédagogie de l'épanouissement

L'approche Sud / Nord permet aussi de reconsidérer certaines conceptions de l'éducation propres aux pays du Nord, et notamment, à porter un regard critique sur le système éducatif français. En effet, si le système français est généralement reconnu pour son excellence et ses résultats (80% de réussite au Baccalauréat, etc), la comparaison avec les systèmes d'autres pays du monde conduit à s'interroger sur son fonctionnement selon des logiques d'évaluation très poussées, de compétition entre les élèves, qui sont souvent synonymes de souffrance dans l'apprentissage. Le système éducatif français, qui constitue pour beaucoup une fierté nationale, ne s'impose pas au niveau international comme un modèle favorisant l'harmonie de la société ni l'épanouissement des personnes.

#### ➤ Sortir de la logique de compétition et d'évaluation

Le système français repose sur un modèle d'éducation qui s'appuie en permanence sur l'évaluation. La transmission de savoirs est systématiquement évaluée selon des grilles de notation très exigeantes et parfois arbitraires, qui servent davantage à comparer et classer les élèves entre eux plutôt qu'à assurer l'acquisition des savoirs (notation sur 10, sur 20, sur 100). Les élèves qui obtiennent les meilleures notes sont systématiquement valorisés, à tous les niveaux. Les systèmes de sélection à l'entrée des grandes écoles qui permettent d'obtenir les postes les plus prisés, sont élaborés selon une logique de compétition exacerbée, avec des classes préparatoire aux concours, qui constitue une exception française.

Les mêmes exercices sont systématiquement demandé à tous, et il est toujours attendu des élèves qu'ils soient meilleurs que les autres. Or cette logique de compétition permanente peut être critiquée pour ses conséquences destructrices sur les individus ainsi que pour son inutilité pour le collectif. La métaphore présentée pour étayer cette critique lors du débat est riche de sens : « *En France on demande aux élèves de monter aux arbres et on cherche toujours à savoir qui grimpe le plus haut, mais si la classe est composée de différents animaux (lapins, ours, oiseaux), à quoi cela sert-il ?* ». En effet, l'évaluation devrait avoir pour unique objectif de déterminer les points faibles et les points forts de chacun pour aider à contourner les difficultés, sans pour autant chercher à créer des hiérarchies entre les meilleurs et les moins bons. Dans certains pays asiatiques comme la Chine, la logique de compétition scolaire est exacerbée au point qu'elle est difficile à vivre pour les élèves, ce qui se traduit par un nombre de suicides dans les écoles plus élevé que dans les autres pays. Ainsi en 2006, un élève du secondaire sur cinq en Chine aurait envisagé un suicide du fait de la pression de la compétition scolaire.<sup>7</sup>

D'autres modèles éducatifs cherchent plutôt à respecter les nombreuses inégalités et les différents profils pour en faire des spécificités à développer et à valoriser. En Islande par exemple, les enseignants ne s'autorisent pas à humilier les élèves devant leur classe en rendant les copies par ordre décroissant de notes. Leur objectif est de participer à la construction des personnalités et de donner les clés de l'épanouissement individuel. Selon cette approche, il apparaît peu constructif de punir les mauvais élèves, il est plutôt d'usage de les encourager, de les remotiver. Dans la même logique, les élèves Islandais n'ont pas de notes à l'école primaire. A l'instar de l'Islande, ni l'Estonie ni la Finlande n'attribuent de notes aux élèves. Cela ne semble pas avoir pour conséquence de moins bons résultats puisque les pays scandinaves obtiennent les meilleurs scores dans les comparaisons internationales des systèmes éducatifs<sup>8</sup>. Les Finlandais ne sont pas évalués durant leur scolarité et font pourtant partie des champions du monde de tests en lecture, sciences et mathématiques selon les enquêtes PISA.

#### ➤ Promouvoir le plaisir d'apprendre et d'enseigner

Au-delà de l'évaluation et de la compétition, le système français conçoit difficilement que l'apprentissage puisse être source de jeu et de plaisir. Intégrer des connaissances est généralement considéré comme devant nécessiter un effort, un travail pénible. Cela est illustré par la densité des programmes scolaires, lourds et souvent perçus comme rébarbatifs. En témoignent aussi les méthodes pédagogiques qui oublient très souvent que l'apprentissage est beaucoup plus solide lorsque les élèves apprennent en s'amusant.

<sup>7</sup> Selon une étude dirigée par l'Institut de santé des enfants et adolescents (ISEA) de l'Université de Pékin en 2006 - <http://www.toutelachine.com/article.cfm?id=103490>

<sup>8</sup> Enquête PISA 2010, Programme international pour le suivi des acquis des étudiants - [http://www.lemonde.fr/societe/infographie/2010/12/07/pisa-les-resultats-des-differents-pays\\_1450385\\_3224.html](http://www.lemonde.fr/societe/infographie/2010/12/07/pisa-les-resultats-des-differents-pays_1450385_3224.html)



Les rythmes scolaires français, avec les journées d'école les plus denses de l'OCDE, sont aussi les moins adaptés au rythme des enfants<sup>9</sup>.

Ce modèle oublie la problématique de la répartition équilibrée des temps de vie. A l'école française, les enfants n'ont pas le temps de rêver, de se construire, de s'imaginer, ce qui entrave leur développement personnel, leur capacité à être dans la création, dans l'innovation et à se projeter dans l'avenir. En France, les politiques ne cessent d'encourager l'innovation technique, la création d'entreprise et le dynamisme économique, alors que le modèle éducatif encadre les esprits innovants, restreint l'imagination et associe le travail à une souffrance. Les participants au débat, professionnels de l'éducation et anciens élèves, ont rappelé que le système scolaire devait aussi laisser la place au rêve et à la créativité, dans l'école et hors de l'école. Sur ce point, l'exemple de l'Inde a été cité pour la diversité des supports didactiques employés par les enseignants indiens. En développant des médias et des supports de cours diversifiés, l'agilité d'esprit des élèves est développée et cela améliore leur créativité. Cela demande beaucoup de temps de préparation et d'organisation mais c'est ainsi que les professeurs parviennent à motiver leurs élèves et à les entraîner dans l'apprentissage, étape par étape. L'école devrait ainsi, sur tous les territoires, trouver les ressources pour évoluer rapidement, et s'adapter aux nouveaux contextes et enjeux de développement : multi culturalité, mondialisation, révolution technologiques, etc.

Beaucoup de modèles éducatifs implantés en Afrique sont largement inspirés des modèles français. Ses faiblesses sont donc elles aussi exportées. Il est intéressant de voir comment les pays du Sud se réapproprient le système français et éventuellement trouvent des arrangements pour en contourner les limites. Certains enseignants partis en volontariat dans des pays en développement témoignent du fait que la confrontation des méthodologies donne une perspective très enrichissante à leur travail. Ainsi, dans certains pays du Sud où les enseignants n'ont pas reçu de formation pédagogique approfondie et disposent de peu de moyens, ils sont capables d'avoir une très bonne maîtrise de leur classe et de leur pédagogie. En comparaison, les enseignants français peuvent se laisser dépasser par un programme contraignant, par manque de moyen matériel ou par manque de temps. Ces contraintes paraissent parfois insurmontables, au point d'en faire perdre le plaisir de l'enseignement. Les enseignants français sont autorisés à partir 3 années à l'étranger dans le cadre du volontariat. Au regard des prises de consciences très positives que cela permet, il serait intéressant d'encourager les jeunes enseignants à ce type d'échanges entre pays du Sud et pays du Nord.

## Conclusion

En matière d'éducation comme dans quasiment tous les domaines, il n'y a pas de pratiques idéales. Face à la diversité des contextes, il est nécessaire de s'imprégner des logiques territoriales, pour tenir compte de toutes les énergies et de toutes les idées. Il apparaît pour cela nécessaire d'effectuer un travail collectif et transversal avec l'ensemble des parties prenantes concernées. Les expériences menées par les acteurs de l'aide au développement dans les pays du Sud ont permis, dans différents contextes, d'élaborer des méthodes pour construire un travail en partenariat entre associations locales, bailleurs, ONG, enseignants, familles, institutions, etc. Ces méthodes peuvent être dupliquées dans les pays du Nord reprises pour mobiliser tous les acteurs de l'école : enseignants, élèves, représentants de l'administration, chefs d'entreprises, etc.

Cependant, il est important de ne pas limiter le débat à une réflexion sur les moyens et les méthodes. Il est important avant tout de s'interroger sur le sens de l'école, ses objectifs à moyen et à long terme pour les enfants. Si l'école doit permettre de s'insérer dans le monde du travail, elle doit aussi aider à préparer et construire sa vie. S'il est indispensable de mobiliser tous les acteurs de l'école pour les faire travailler ensemble, il est fondamental de les amener aussi à s'interroger sur le rôle que l'école doit jouer pour amener les adultes de demain à s'impliquer le développement de leur territoire, à inventer des perspectives nouvelles, à transformer la société.

---

<sup>9</sup> Document du ministère de l'Éducation nationale, *Concertation sur la refonte de l'école publique*, « Rythmes scolaires, éléments de comparaison internationale », p.4 - [http://www.refondonslecole.gouv.fr/wp-content/uploads/2012/09/consulter\\_la\\_comparaison\\_internationale\\_sur\\_les\\_rythmes\\_scolaires1.pdf](http://www.refondonslecole.gouv.fr/wp-content/uploads/2012/09/consulter_la_comparaison_internationale_sur_les_rythmes_scolaires1.pdf)